

Jean-Marie Théodat
29 avril 2006

Vivement Préval ?

Jean-Marie Théodat est Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

L'actualité récente est marquée par le retour d'Haïti sur le devant de la scène internationale. Une fois n'est pas coutume, c'est pour assister à l'enfantement de la démocratie que les regards se tournent vers Port-au-Prince, non pour faire état de catastrophes en tout genre, dont l'actualité est coutumière à propos de ce pays. Les élections du 7 février 2006 ont attiré l'attention du reste du monde, tant l'espoir est partagé de voir ce peuple prophétique confirmer les promesses de son histoire glorieuse. Le premier janvier 1804 est devenu une référence importante dans l'histoire de la lutte des classes et des peuples opprimés. Le monde sait gré aux Africains et aux Créoles d'Haïti d'avoir, les premiers, dit non à l'arbitraire de l'esclavage, bâti une nation selon les principes les plus nobles de l'époque : ceux d'égalité, de liberté et de fraternité entre les hommes, sans distinction de race, de classe ou de religion. Bien davantage qu'un « exotisme pathétique », comme le craint le professeur Leslie Manigat, je veux voir dans cette attention renouvelée des médias pour Haïti le signe que nous sommes un modèle (à suivre ou ne pas suivre) pour le reste du monde. En ce sens, nous avons le devoir de réussir : pour le bien-être de notre peuple, et pour le prestige de notre nation.

Les élections du 7 février 2006 ont vu la victoire dès le premier tour de René Préval. Le triomphe de l'ancien président, s'il ressemble au précédent de 1996, marque une césure par rapport à la situation antérieure. C'est à essayer de débrouiller le sens de ce vote que je vous invite.

Tout autant que la personnalité du vainqueur, c'est le taux de participation et la netteté de l'écart avec les autres candidats qui caractérisent les élections de février 2006. Que faut-il en attendre ? Que faire à présent ? Voici quelques éléments d'une analyse liminaire.

La complexité solennelle du moment

Nous vivons à coup sûr des heures solennelles, car en ce mois de février 2006, nous pouvons dire que tout espoir de voir Haïti enfin refait n'est pas mort.

La victoire de René Préval doit être analysée dans une triple perspective qui correspond à des temporalités distinctes. « Alors qu'une histoire récente semble avancer vers nous à pas précipités, une histoire plus ou moins lointaine nous accompagne à pas lents » dit Fernand Braudel. Cela vaut également pour Haïti en 2006. Cette élection marque l'aboutissement d'une expérience de plus de deux cents ans de vie politique, (c'est désormais une vieille nation), de vingt ans de transition démocratique post-duvaliériste (non aboutie), de deux ans de mise entre parenthèses de la souveraineté nationale, pour cause d'intervention onusienne (les Chimères rôdent encore et entretiennent des zones de non-droit dans les quartiers populaires).

Si deux cents deux ans de vie politique constituent, à notre échelle, une longue durée, force est de constater et de reconnaître qu'il n'y a toujours pas un Etat de droit. Il n'y a pas en Haïti de sécurité de la vie des personnes et des biens. Il y a, certes, la conscience d'un passé partagé, élevé en mythe par l'idéologie nationaliste, mais les institutions n'ont pas acquis cette valeur sacrée qui les place au-dessus des atteintes partisanses. « Konstitisyon se papye, bayonèt se fè » dit un proverbe créole. Ce que l'on pourrait traduire par "Constitution de papier, baïonnette de fer". Après 1804, le pays est resté sur le qui-vive dans l'attente d'un retour possible des Français, laissant ainsi le pouvoir entre les mains des généraux issus de la guerre de l'indépendance. La militarisation de la vie politique qui s'en est suivie a laissé des traces profondes dans la structure de la société et l'organisation du territoire. Faute d'un statut équitable, les anciens esclaves devenus cultivateurs ont préféré désertier les anciennes plantations coloniales pour aller défricher dans les mornes. Une façon d'échapper au service militaire et l'engagement forcé dans les nombreux conflits locaux et les guerres civiles qui ont suivi la proclamation de l'indépendance. La rivalité entre l'ancienne bourgeoisie mulâtre, qui posséda elle-même des esclaves, et la nouvelle élite issue de l'armée, leur compétition pour le pouvoir, marquèrent d'une instabilité chronique la vie institutionnelle du jeune Etat haïtien. Alors commença la pratique de la doublure : un homme de paille sur le devant de la scène, une rivalité acharnée dans les coulisses à se partager les prébendes et les avantages liés au pouvoir. Il n'y a pas modèle dans notre passé, même ancien, d'un régime éclairé sur lequel prendre exemple pour offrir une solution crédible aux problèmes qui se posent à notre pays. Le pouvoir a été trop souvent, pour ceux qui en détenaient les leviers, un moyen de s'enrichir personnellement. L'analphabétisme, la malnutrition, la précarité sanitaire et la marginalisation, ces freins au développement, qui caractérisent les campagnes haïtiennes n'ont pas changé depuis deux cents ans.

Quant à l'avenir, on s'est habitué à le penser comme un "ailleurs", situé dans l'espace, pas dans le temps. Comme s'il n'y avait plus de perspective commune, plus de projet pour le futur. La projection dans l'espace est un exode fatal comme ultime exutoire à une situation démographique devenue préoccupante. Les densités de population s'élèvent à une moyenne de plus de 300 habitants au kilomètre carré. C'est une charge excessive au regard du système productif totalement destabilisé par des décennies de gestion hasardeuse des finances publiques. De plus en plus, c'est le pays "lòtbò dlo" (littéralement "outre-mer") qui fait vivre ceux qui sont restés. Cette diaspora haïtienne est évaluée aujourd'hui à près de deux millions de personnes, soit plus d'un Haïtien sur cinq. Nombreux sont les ministres à être détenteurs d'un passeport américain ou canadien, mais les fonctions électives leur sont inaccessibles. Il y a les éléments d'une contradiction politique et sociale qui verra l'écart se creuser entre les citoyens du dedans, qui connaîtront des conditions de vie plus en plus difficiles, et les Haïtiens de l'étranger dont les niveaux de vie et les mœurs politiques ont évolué au sein de sociétés aux pratiques politiques plus libérales. Cette tension est devenue patente lorsque le milliardaire haïtiano-texan Dumarsais Siméus a voulu poser sa candidature à la magistrature suprême et qu'il s'est vu barrer la route par une décision de justice au motif qu'il n'était plus Haïtien, pour s'être naturalisé Américain. La constitution de 1987 ne reconnaît pas le droit à la double nationalité dans un pays dont la survie dépend des transferts effectués par les émigrés. Or beaucoup ont acquis la nationalité du pays où ils se sont installés, sans rompre les attaches avec la terre natale. Le million d'Haïtiens qui s'étaient mobilisés à New York en 1992 paralysant le pont de Brooklyn, avaient pesé dans la décision américaine, sous le gouvernement du démocrate Bill Clinton, de rétablir Aristide dans son pouvoir, en 1994. En ce sens la diaspora a continué à l'extérieur le combat étouffé à l'intérieur par la répression militaire. Ce rôle n'a pas été apprécié à sa juste valeur.

A une échelle intermédiaire, on peut dire que pendant 20 ans la transition démocratique a été bâclée par l'absence d'un véritable consensus politique au niveau de élites, et entre celles-ci et les catégories populaires. Duvalier avait poussé hors du pays tous les cadres et la classe moyenne, réduisant la vie politique à un face à face entre les macoutes et une population prostrée, emmurée dans le silence et la peur. Ce vide a depuis été rempli par l'émergence de couches nouvelles issues des classes populaires. Entre 1957 et 1986 il y a eu une mutation sociale décisive qui a changé la donne politique : l'urbanisation accélérée, l'accès à l'information par la radio, le progrès du créole comme langue d'alphabétisation, l'ouverture sur le monde par le biais de l'internet, ont fait naître une mentalité nouvelle et une conscience politique diffuse qui se sont cristallisées, dans les années 1970 autour des Communautés Ecclésiales de Base (tilegliz, en créole, littéralement "la petite Eglise"). Une vision sociale de l'Evangile combinée à des aspirations nationalistes dominait le discours d'une certaine gauche chrétienne où se retrouvaient à la fois des bourgeois soucieux de justice, des intellectuels et des ecclésiastiques défroqués inspirés par la théologie de la libération latino-américaine. C'est dans ce vivier qu'Aristide goûta à la chose politique, Là qu'il choisit les cadres de son premier gouvernement. Mais il se heurta bientôt à l'hostilité des militaires garants de l'ordre ancien. 1986 fut l'occasion d'un immense malentendu : on a parlé de la seconde indépendance, tant ce moment était attendu de longue date. Le pays était fier de sa nouvelle liberté et le reste du monde nous observait avec un brin d'admiration. Comme dans le reste de l'Amérique Latine, le vent de la démocratie avait sonné le glas des dictatures. Après Anastasio Somoza, Jorge Videla, juste avant Augusto Pinochet, Duvalier quittait à son tour la scène politique. La chute du dictateur était voulue par la rue, tardivement rejointe par les « amis » déclarés d'Haïti, la France, les USA le Canada et le Vénézuëla de Carlos Andres Pérez. La peur du chaos avait fait retarder la chute du tyran, l'intervention internationale n'eut pas besoin de troupes pour "déguerpir" le dictateur : il y avait une armée pour garantir l'ordre. C'est alors le début de la "bamboche démocratique" qui culmina avec le massacre de la ruelle Vaillant le 29 novembre 1987. Un commando tira sur la foule dans un bureau de vote et entraîna l'annulation des premières élections démocratiques de l'après Duvalier. L'armée tenait le pouvoir et entendait le garder, d'autant que ne s'était dégagé aucun leadership au sein de la classe politique. L'erreur historique de Leslie Manigat, celle que les démocrates dont il se réclame lui reprochent encore aura été d'avilir la fonction présidentielle en cautionnant la mainmise sanglante des militaires : il accepta le fauteuil présidentiel en janvier 1988. Bientôt renversé (juin 1988) par celui qui l'avait fait roi : le général Henri Namphy. De 1988 à 1990 la violence multiforme orchestrée par les Tontons Macoutes, mina la mise en place d'une réelle démocratie. Roger Lafontant, ancien baron du régime duvaliériste, dauphin autoproclamé du dictateur, menaça même de prendre le pouvoir en janvier 1991. C'est à l'armée, tant décriée, que l'on dut le maintien du calendrier constitutionnel après les élections de novembre 1990.

La campagne des présidentielles 1990 avait débuté sous le signe de l'atonie : la vie politique sous la dictature faisait que la plupart des candidats étaient inconnus des électeurs. Leslie Manigat mis à part, Gérard Gourgue, René Théodore, Victoire Benoît, Sylvio Claude n'avaient pas la renommée ni le charisme suffisant pour se dégager du flot des candidats. Roger Lafontant, le candidat des ducaliéristes était déconsidéré par son passé de tortionnaire macoute. L'inintérêt pour les élections était à son comble lorsque surgit dans l'arène politique Jean-Bertrand Aristide. La candidature du père salésien, curé de la paroisse de Saint Jean Bosco, dans un faubourg populaire de la capitale porto-princienne, bouleversa le paysage électoral. On le savait partisan d'une certaine forme de justice sociale, ami des pauvres et des exclus de la société, pourfendeur des ingérences américaines dans les affaires intérieures haïtiennes. Son élection en 1991 fut le moment d'un immense enthousiasme populaire.

Aristide : le dévoiement de la démocratie

La candidature d'Aristide répondait à une attente tacite et a correspondu à la naissance d'un réel espoir. Par ses origines (modestes) sa condition de prêtre, et son engagement social, Aristide apparut comme le dernier rempart contre la dictature et l'arbitraire du pouvoir, l' élu du plus grand nombre qui allait enfin donner un sens à notre indépendance. Il avait la confiance du peuple et celle d'une partie des élites, voire celle des pays étrangers. Pas celle des militaires qui mirent fin à son expérience en septembre 1991. De 1991 à 1994 le régime militaire de Raoul Cédras contraignit à l'exil le président légitimement élu, mais la mobilisation resta forte dans la diaspora et dans les villes en faveur du retour d'Aristide. La diplomatie américaine, sous l'égide de Bill Clinton obtint le départ du pouvoir de Cédras et le retour d'Aristide en septembre 1994. Par une ironie mordante de l'histoire, ce sont les mêmes forces internationales qui l'avaient rétabli dans ses fonctions qui ont été dépêchées pour l'en extraire, manu militari, dix ans plus tard. Entre-temps, Aristide aura perdu la légitimité et le charisme qui avaient permis de voir en lui l'homme de la situation. Usé par l'exercice du pouvoir, mal aiguillé par ses courtisans, Aristide s'enferma dans une logique sécuritaire qui le fit s'entourer de milices et de gangs dont la discipline a fini par lui échapper. Leur implication dans le trafic de la drogue a fini par éclabousser les niveaux les plus élevés de l'Etat, transformant Haïti en narco-paradis pour les cartels sud-américains. Aristide put ainsi finir son mandat interrompu en 1991 et occupa la fonction présidentielle de 1994 à 1997, puis de nouveau de 2001 à 2004. C'est durant cet interrègne que Préval a servi de doublure à son "jumeau" en politique. Durant cette période que la gémellité a pris une dimension qui laisse penser aujourd'hui que les accointances passées du nouvel élu avec Aristide pourraient annoncer une répétition du scénario éprouvé de la présidence par défaut.

Or, il nous semble que deux ans après l'éviction d'Aristide du pouvoir, la situation est tout à fait différente. Préval semble avoir la confiance du plus grand nombre, sans remporter une victoire écrasante qui aurait pu laisser croire à une reviviscence du phénomène Lavalas. Préval n'a pas fait le plein des voix d'Aristide, il a séduit une partie de la classe moyenne et de la bourgeoisie qui voit en lui un pis-aller et un gage de survie de notre indépendance. Le soutien populaire d'Aristide s'est effrité depuis 1994, la diaspora l'a lâché, il est en délicatesse avec les Etats-Unis qui ont jeté en prison (pour cause de leur implication dans le trafic de la drogue) les anciens barons de son régime. Lui-même n'est pas à l'abri d'une inculpation formelle de la part de la justice américaine. Les autres puissances tutélaires (France, Canada, Chili, Brésil) le tiennent en suspicion. En dix ans, le pays a connu deux interventions étrangères liées au retour ou à l'expulsion du pouvoir de Jean-Bertrand Aristide. Pendant ces dix ans de pouvoir effectif, Aristide a réussi le tour de force de décevoir son peuple et tous les soutiens internationaux qui avaient afflué pour soutenir l'effort héroïque du peuple haïtien. Son implication (tacite) dans le trafic de la drogue et la dérive de plus en plus autoritaire du régime ponctuée par les assassinats des journalistes Brignol Lindor et de Jean Léopold Dominique ont beaucoup terni son image de marque. Le mythe Aristide a vu son charme rompu par le bilan désastreux du régime Lavalas emporté par les même flots qui l'avaient porté au pouvoir : la rue. Il n'y a plus d'armée pour servir de levier au régime, la police est corrompue et mal équipée pour faire face aux Chimères lourdement armés. En cela la situation n'a guère changé par rapport à 1986 : le pays est le qui-vive entre la Minustah qui déclare n'avoir pas mission de désarmer les rebelles, et l'armée des ombres qui opère la nuit, kidnappant, violant, pillant les bas quartiers de la ville. Deux ans après la chute d'Aristide, Haïti est un pays occupé, 9000 soldats mandatés par l'ONU, sous commandement brésilien, assurent le maintien de la paix. C'est sous leur égide qu'ont été organisées les élections présidentielles et législatives de février 2006. C'est grâce à leur arbitrage qu'a été déclaré

vainqueur dès le premier tour, Préval (51,15% des voix), dans un contexte marqué par des rumeurs de fraudes et d'irrégularités massives. Or l'insécurité règne dans le pays. Et pourtant, les électeurs se déplacent pour aller remplir leur devoir civique. Cette mobilisation est le signe d'une ferveur réelle, renouvelée, en faveur de la politique, et se traduit par la polarisation à gauche de l'électorat. Cette foi en la démocratie comme mode de régulation des rivalités politiques est nouvelle. En cela, Haïti n'est pas un cas atypique, comme dans le reste de l'Amérique Latine, c'est encore un allié de La Havane qui l'emporte aux élections présidentielles : les relations entre Haïti et Cuba n'ont jamais été aussi bonnes que sous la présidence (1996-2001) de René Préval. Il faut voir également dans cette ferveur électorale la reconnaissance du rôle joué par les instances internationales dans la résolution de la crise haïtienne. Dans un pays si fier de son indépendance, il n'était pas facile de voir débarquer des soldats français, même pour la bonne cause, en l'année de célébration du bicentenaire de la victoire sur les troupes coloniales dépêchées par Napoléon pour rétablir l'esclavage dans les îles. Mais on ne dira jamais assez ce que la jeune démocratie haïtienne doit à l'effort international, à la France en particulier.

C'est le Brésil qui occupe aujourd'hui le devant de la scène en Haïti. Le défi est double pour ce pays émergent de l'Amérique Latine : prouver au monde que la puissance brésilienne ne se limite pas aux exploits sportifs des quintuples champions du monde de foot-ball ; rassurer la population haïtienne, traumatisée par le suicide du général brésilien chargé du commandement de la Minustah. De l'issue du scrutin dépend la crédibilité du Brésil en tant que candidat à un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU. Haïti, autrefois isolé de la scène internationale est devenu le terrain d'exercice de la puissance régionale (Brésil) et de ceux qui veulent se faire une place au soleil (le Canada, la Chine, le Chili). Il en va également du crédit de l'ONU dont le Secrétaire Général s'est beaucoup impliqué pour aider à sortir le pays de la crise.

L'élection de Préval laisse ouvertes certaines questions essentielles. La plus brûlante étant celle de son rapport avec Aristide.

Une gémellité en question

René Préval est arrivé au pouvoir une première fois à la faveur d'une gémellité déclarée avec Jean-Bertrand Aristide qui était alors au sommet de sa gloire. Aristide avait une aura disproportionnée qui a réduit Préval au rôle de Premier ministre (1991) du "premier président démocratiquement élu" de l'après Duvalier, sur un programme qui avait de quoi séduire les catégories les plus diverses de la population : les pauvres et les riches y virent l'occasion de résoudre les grandes contradictions de la scène sociale haïtienne. Dans l'entourage d'Aristide il y avait des intellectuels et des artistes, des bourgeois et des militants sociaux qui croyaient arrivé l'homme qui allait réconcilier cette nation glorieuse avec son histoire. Préval en faisait partie. Il suivit Aristide dans son exil, connu avec lui la traversée du désert, le retour en grâce en 1994, et enfin la consécration personnelle, suprême. Il devint président (1996-2001) par la volonté d'Aristide qui le désigna comme dauphin dans l'attente d'un retour au pouvoir. La constitution de 1987 ne permettant pas la réélection directe, Aristide dut se plier à la règle commune. Il quitta le palais mais continua à diriger les affaires depuis sa retraite de Tabarre devenue le second pôle du pouvoir. Préval, en tant que président, fut porté par la vague lavalassienne qui reconnut en lui le digne continuateur de la politique d'Aristide. Il a permis le retour au pouvoir de celui-ci dans des conditions discutables en couvrant les fraudes du parti Lavalas aux législatives de mai 2000, puis les élections présidentielles boycottées par l'opposition. C'est l'époque du développement du trafic de la drogue dont Haïti est devenu une

synapse importante à l'échelle de la Caraïbe. Néanmoins le bilan social de Préval est prestigieux : constructions d'écoles, début de la coopération éducative et sanitaire avec Cuba, resserrement des liens avec Taïwan dont l'aide est précieuse dans la vallée de l'Artibonite. Dans sa commune de Marmelade, il a jeté les bases d'une gouvernance locale qui a le mérite de considérer comme prioritaire l'amélioration des conditions sanitaires, éducatives et sociales du plus grand nombre.

En cédant le fauteuil présidentiel à Aristide en février 2001, Préval entra dans une retraite discrète et une gestion astucieuse de sa notoriété en faveur de sa commune natale, Marmelade. Il s'est tenu à l'écart de Tabarre, nouveau centre du pouvoir, mais il n'a jamais paru non plus désavouer les dérives autoritaires du régime Lavalas : l'assassinat de Jean Léopold Dominique (le journaliste haïtien le plus brillant de sa génération, son propre conseiller) l'ayant apparemment laissé sans réaction. Il est possible de décrypter ce silence de Préval : la légitimité démocratique d'Aristide étant sans conteste supérieure à la sienne, il a pu sans doute trouver opportun de faire profil bas. A son habitude. Pour avoir rendu possible la concrétisation d'une réparation historique, sans se croire calife à la place du calife, Préval a fait montre d'une humilité et d'une abnégation rares à notre époque. Il n'a jamais cherché à faire de l'ombre à son bouillant jumeau.

La conjoncture particulière de 2006

Le paysage politique haïtien a changé de composition : la fraction macoute a disparu de la scène politique et électorale. La bourgeoisie ne peut plus compter sur les forces armées pour justifier des élections frauduleuses dont les résultats auraient été imposés par la force. Les partisans d'Aristide sont momentanément exclus de la scène politique, sonnés par l'exil de leur patron. Ceux-ci n'ont pas cherché à perturber le processus électoral. Ce à quoi ils n'avaient aucun intérêt. Dans l'incapacité pratique de s'opposer à l'organisation de nouvelles élections, les partisans de Lavalas avaient plutôt intérêt à jouer le jeu, quitte à présenter un candidat (Marc Bazin) issu des catégories qui avaient soutenu directement la répression militaire en 1991-1994. La victoire de Préval n'est pas pour déplaire à Lavalas, cela entretient le mythe de la gémellité, de la symétrie possible avec le scénario de 1996. La stratégie des Chimères n'est pas de prendre le pouvoir par la force, mais de le laisser se déliter du dedans, au besoin en éminant les bases par une insécurité macabre, voire par une contestation de la légitimité de Préval, par le rappel de la dette contractée envers Aristide et le mouvement Lavalas. En attendant, le discrédit d'Aristide laisse son électorat sans repère, orphelin. Néanmoins, les revendications des plus pauvres restent les mêmes. La réponse du régime Lavalas avait l'avantage d'être claire et l'inconvénient d'être simpliste, dangereux : désigner les riches comme responsables de la misère. La constitution des milices armées a été la phase ultime de la dérive autoritaire d'un régime qui n'était plus assuré de retrouver dans les urnes le soutien populaire qui l'avait porté au pouvoir.

C'est à la jeunesse éclairée des villes que l'on doit la mobilisation qui a abouti à l'éviction d'Aristide du pouvoir : ce ne sont pas des foules affamées, ni des paysans sans-terre qui manifestaient dans les rues de Port-au-Prince ou des Gonaïves. C'est une authentique évolution du corps social dans le sens d'une maturation civique par rapport à la brutalité du pouvoir. Le mouvement des étudiants et des lycéens, autoproclamé les Courageux, (Grenn Nan Bouda, GNB) montrait assez que l'on pouvait être pauvre et ne pas partager les idées d'Aristide sur la façon de mettre fin à l'inégalité des chances et des richesses dans notre pays.

Même chassés du pouvoir, les lavalassiens restent actifs dans une sorte de résistance sporadique qu'ils ont baptisée « Opération Bagdad ». Par des assassinats ciblés, des enlèvements macabres suivis de torture, les opposants à Aristide sont traqués par une armée des ombres au service d'une main cachée. Parmi les intellectuels engagés dans les manifestations contre l'arbitraire et la dérive populiste d'Aristide (Lyonel Trouillot, Magalie Comeau Denis, Michelle Pierre Louis, Jacques Gourgue, Bérard Cénatus, etc.), certains, comme le poète Jacques Roche, ont payé de leur vie leur foi en l'Etat de droit. Même déconcertée par les dérives de son champion, la base électorale d'Aristide reste mobilisée. Il y avait une place à prendre à la tête du mouvement, c'est Préval qui semble historiquement le plus à même d'en profiter, en jouant sur l'ambiguïté de sa posture, à la fois jumeau déclaré et rescapé de l'ère Aristide. La mobilisation du peuple en faveur de Préval peut tout aussi bien valoir rejet de la violence exercée par les partisans d'Aristide. Haïti n'étant pas insensible à une certaine actualité régionale, la victoire de Préval peut être mise en relation également avec la poussée historique de la gauche en Amérique Latine. L'aspiration à une démocratie plus soucieuse de justice sociale y est forte, du Brésil au Chili, en passant par la Bolivie et le Pérou. Préval, sans être un apôtre de la révolution a des relations étroites avec le Lider Màximo cubain, il a même reçu à La Havane des soins qui l'ont guéri d'une longue maladie. Il y a donc de réelles possibilités d'une nouvelle impulsion à la coopération caraïbe dans le cadre du Petrocaribe avec le Venezuela, Cuba et la République Dominicaine. C'est à ce pays limitrophe que le président élu a réservé sa première visite à l'étranger (mars 2006), de façon à marquer sa volonté d'oeuvrer en vue d'une meilleure insertion d'Haïti dans la Caraïbe.

D'aucuns disent qu'il s'agit des élections de la dernière chance : le peuple s'est déplacé en masse pour conforter un processus dont la lenteur n'avait d'égale que son impatience à jeter son bulletin dans l'urne. Tant sa foi est grande en la démocratie et son rejet de la violence comme mode de régulation des affaires de l'Etat, sincère, profond. La première leçon optimiste à tirer de ces élections est la suivante : la participation massive et le choix clair des électeurs en faveur du candidat Préval. Que vaut pour l'intéressé ce nouveau mandat ?

L'occasion d'être enfin Préval

Ti-René est le petit nom familial du président élu René Garcia Préval ; une façon de donner le change au Titid chaleureux dont était gratifié son jumeau. Cependant, ce diminutif affectueux peut tout aussi bien valoir atténuation du rôle joué par ledit président dans l'histoire récente d'Haïti. De Ti René à Préval il y a un grand pas que l'on voudrait le voir franchir. On peut s'aventurer à une affirmation qui change sensiblement la donne par rapport à 1996 : c'est à sa seule popularité que Préval doit sa réélection. Les autres candidats n'avaient pas de quoi séduire les catégories populaires. Des trois candidats arrivés en tête, chacun avait une étiquette qui lui collait comme une tunique de Nessus : celle d'intellectuel est toujours un handicap auprès d'un électorat analphabète à plus de 60%, celle de bourgeois également, dans un pays où plus de 75% de la population vit avec moins de deux dollars par jour. Une élection de cette envergure se gagne au centre, à moins d'un raz-de-marée populiste dans un contexte marqué par de puissants clivages entre les catégories sociales. Préval a su jouer sur l'ambiguïté de son silence, pendant sa retraite à Marmelade, pour apparaître à la fois comme une solution de rechange acceptable par les deux extrêmes. Amaral Duclona, l'un des seigneurs de la guerre installés à Cité Soleil lui a apporté un appui troublant dans la course à la présidentielle. Entre le retour pur et simple d'Aristide, comme en 1994, et la mise sous tutelle du pays, Préval offre une solution de rechange. Il apparaît comme l'éternel second. Le demeurera-t-il dans l'histoire ?

Sa seule chance de laisser sa propre marque dans l'histoire c'est de remplacer, symboliquement, le jumeau, de le faire oublier. Sinon il sera un homme de paille. L'histoire littéraire et la mythologie sont riches de situations gémellaires où deux personnages partagent des qualités complémentaires voire contradictoires par lesquelles une dialectique est à l'oeuvre. Cette situation crée une dynamique intéressante entre deux êtres intrinsèquement liés par le destin : Castor et Pollux, Achille et Patrocle, Romulus et Rémus, El Quijote et Sancho Panza, Astérix et Obélix, Bouki et Malice... Mais la politique a d'autres règles que celle de la création littéraire, les rôles n'y sont pas immuablement attribués, ni les personnages assignés à des stéréotypes figés. Rester sous la coupe d'Aristide, réendosser le costume de doublure, ce serait pour Préval mal mesurer l'importance de la tâche qui lui est confiée, et, pour le peuple qui l'a choisi, une erreur d'aiguillage en chargeant, encore une fois, des épaules indignes d'une tâche qui les dépasse. L'occasion est belle en tout cas de rompre avec le suivisme dont il était coutumier, et d'affirmer enfin sa propre vision de la nation. Le messianisme, toujours dangereux en politique semble discrédité par l'épisode Lavalas : c'est à la chambre des députés et des sénateurs que revient la tâche de définir les grandes lignes de la politique nationale, et cela en accord avec la MINUSTAH dont la présence a rendu possible le vote populaire et l'expression démocratique des Haïtiens, vingt ans après avoir mis fin à la dictature des Duvalier. Le rôle de Préval est de rendre possible cette tâche, mais le mandat est clair : la fin de l'état de guerre civile larvée que connaît le pays depuis deux ans, la disparition des zones de non-droit et la moralisation de la vie politique sur une base nationale. Les adversaires politiques ne doivent pas être des ennemis, mais des partenaires oeuvrant de conserve dans l'intérêt national. Le sens réel de la réélection de Préval est le suivant : en finir avec l'occupation étrangère, donner des bases propres à la démocratie haïtienne, car nul n'a vocation à demeurer à la fois libre et sous tutelle. Comme on enlève les attelles d'une jambe brisée aussitôt réparée la blessure. La Minustah ne saurait être un mode permanent de régulation de la vie politique. Il faut désarmer les rebelles, rétablir le prestige de l'Etat, le goût du service public et de l'intérêt général. La tâche est immense : 5 à 6 % de la population sont porteurs du VIH, 65 % de la population a moins de 20 ans, 75 % vit avec moins de deux dollars par jour. La récurrence des catastrophes naturelles vient rappeler la faiblesse des techniques d'encadrement en Haïti. Il reste à espérer que la politique du nouveau président se prévale de sa nouvelle légitimité, établie par le vote enthousiaste du 7 février 2006, pour imposer ses vues. Une élection présidentielle n'est pas une compétition ordinaire, mais l'offre sacrée de ses services faite par un citoyen à son peuple. Cela suppose d'avoir du coeur et de l'intelligence pour saisir l'importance de l'honneur d'être élu. Cet honneur oblige en retour. Toussaint Louverture a dit que les racines de l'arbre de la liberté des Noirs, dont il était le tronc, étaient profondes et nombreuses. Tout président haïtien reprend implicitement à son compte cet engagement solennel. Préval a-t-il en lui assez de sève pour être cet homme-racine que le peuple attend depuis deux cents ans et qui semble muser en chemin ?

Pour être enfin lui-même et prévaloir sur son jumeau, il reste à Ti-René à se démarquer du soutien appuyé des chefs de gang qui ont appelé à voter en sa faveur. A empêcher le retour d'Aristide, d'une manière ou d'une autre, à moins de le rendre inoffensif. Il lui reste à être fier, sans trahir son mandat, à laisser aux vestiaires son costume étriqué de Ti-René, pour être enfin Préval.

Jean Marie Théodat (28 février 2006)

© Les Cafés Géographiques - cafe-geo.net